

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Afrique de l'Ouest (hors Nigéria-Ghana)

N°536 – 3 mai 2024

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL D'ABIDJAN

Régional

La BID accorde plus de 130 M EUR pour des projets **en Afrique de l'ouest**

En marge de ses Assemblées annuelles 2024 qui se sont tenues du 27 au 30 avril 2024, le Groupe de la Banque islamique de développement (BID) a accordé un montant total de 131,2 M EUR en faveur du développement de l'agriculture et du commerce en Afrique de l'ouest. En effet, la BID [a approuvé](#) 60,6 M EUR en faveur du Bénin et 70,5 M EUR pour la Côte d'Ivoire pour la mise en œuvre du projet de développement des chaînes de valeur régionales des racines et tubercules du manioc. Par ailleurs, la Commission de l'UEMOA [a signé](#) une convention de Collaboration avec la Société internationale islamique de financement du commerce (IFTC) et l'Alliance africaine pour le commerce électronique (AACE) pour le développement du commerce électronique transfrontalier dans l'Union. Cette convention permettra en particulier à la Commission de l'UEMOA de renforcer ses actions en faveur de la dématérialisation des documents du commerce extérieur au sein de la sous-région. Ce premier accord, d'un montant de 120 000 USD, devrait être suivi d'un autre du même montant en 2025.

Bénin

Le commerce extérieur informel de biens évalué à plus de 2 Mds EUR

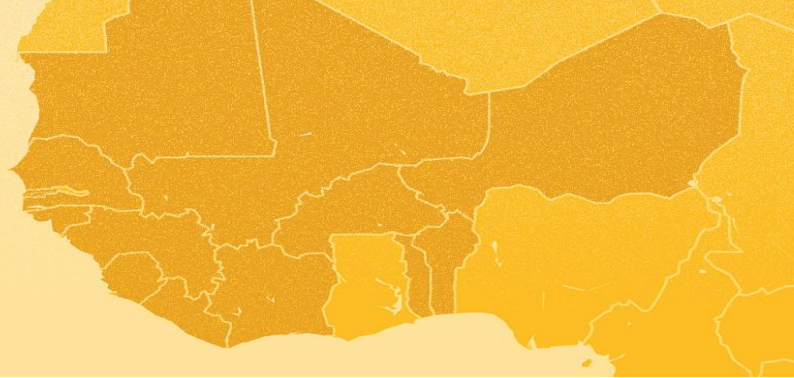
D'après les résultats de [l'Enquête sur le Commerce Extérieur Non Enregistré](#) au cordon

Le chiffre à retenir

2,8 Mds EUR

Le montant total estimé des échanges extérieurs non-déclarés en 2023 au Bénin

douanier (ECENE) 2022-2023, réalisée par l'Institut national de la statistique et de la démographie (INStAD), on dénombre 211 points de passage informels le long des frontières au Bénin. Les importations informelles sont estimées à 796,3 Mds FCFA (1,2 Md EUR) en 2022 et à 995,7 Mds FCFA (1,5 Md EUR) en 2023, dont respectivement 90% et 94% en provenance du Nigéria. Elles sont essentiellement constituées par les combustibles et les lubrifiants (68,3% en 2022 et 75,5% en 2023) ainsi que les produits alimentaires et boissons (14,8% et 14%). Les exportations non-déclarées sont estimées quant à elles à 711,1 Mds FCFA (1,1 Md EUR) en 2022 et 818,7 Mds FCFA (1,2 Md EUR) en 2023. De même, elles sont principalement acheminées vers le Nigéria (80% en 2022 et 74,3% en 2023) et dans une moindre mesure vers le Togo (17,6% et 25%). Elles sont principalement constituées par les produits alimentaires et boissons (74,4% en 2022 et 54,3% en 2023), des produits divers destinés aux industriels (14,6% et 22,1%) et les combustibles et lubrifiants (9,7% et 23,1%). Ainsi, il apparaît que le solde commercial des échanges informels ait été déficitaire, notamment de 85,2 Mds FCFA (129,8 M EUR) en 2022 et 177 Mds FCFA (269,9 M EUR) en 2023.



Burkina Faso

Retrait de 3 sociétés d'Etat du processus de privatisation

Le 25 avril 2024, le Conseil des Ministres a [approuvé](#) un projet de loi visant à modifier la législation portant autorisation de privatisation des entreprises publiques. Ce projet de loi intervient dans le cadre de la refondation de l'État et du contrôle des secteurs stratégiques et vise à préserver les entreprises dont la privatisation résultant des mesures du Programme d'ajustement structurel (PAS) pourrait constituer une menace à l'équilibre sociale. Ainsi, le Gouvernement décidé de retirer du processus de privatisation le Bureau des mines et de la géologie du Burkina (BUMIGEB), le Centre de contrôle des véhicules automobiles (CCVA) et la Société nationale burkinabè d'hydrocarbures (SONABHY).

Attribution du marché d'émission des passeports biométriques à Shenzhen Emperor Technology

Le 25 avril 2024, le Conseil des Ministres a [adopté](#) un rapport portant attribution d'un marché par procédure d'entente directe à l'entreprise chinoise Shenzhen Emperor Technology pour l'émission de passeports biométriques. Ce marché, attribué en Partenariat public-privé (PPP) sur une durée de 5 ans, comprend spécifiquement le financement, la construction et la maintenance d'un système d'émission de passeports biométriques en polycarbonate munis de puce électronique et d'archivage des dossiers. Le montant du projet est estimé à 32,7 M USD.

Cap-Vert

30 M USD de la BM en faveur du tourisme et de l'économie bleue

La Banque mondiale (BM) [a approuvé](#) le 30 avril 2024 un prêt de 30 M USD comme financement additionnel du projet de développement du tourisme résilient et de l'économie bleue au Cap-Vert, portant ainsi la valeur globale du projet, initialement approuvé en mai 2022, à 75 M USD. Ce financement permettra notamment : (i) d'améliorer les infrastructures touristiques et de l'économie bleue ; (ii) de soutenir les petites et moyennes entreprises locales et (iii) d'appuyer les politiques publiques de soutien à ces secteurs. A noter que le projet s'étendra désormais sur six îles : Santiago, Santo Antão, São Vicente, Sal, São Nicolau et Boa Vista.

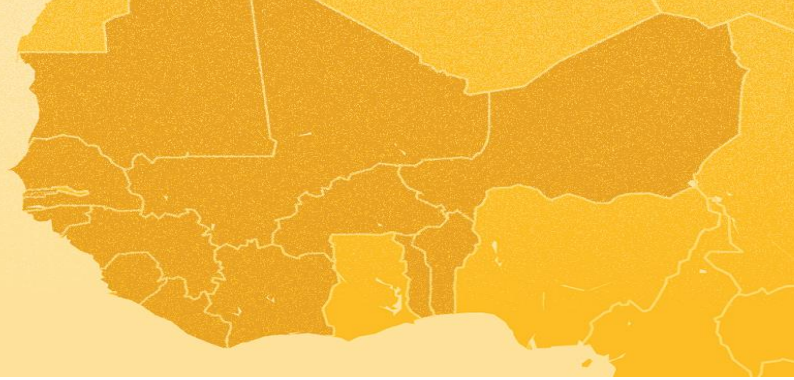
Côte d'Ivoire

15 M EUR de l'UE pour renforcer les capacités des forces armées

Le 29 avril 2024, l'Union européenne (UE) a [annoncé](#) l'approbation d'une mesure d'assistance d'un montant de 15 M EUR au titre de la facilité européenne pour la paix, afin de soutenir les forces armées ivoiriennes. L'objectif est de renforcer les capacités opérationnelles des forces armées ivoiriennes afin de sécuriser les zones frontalières et lutter contre les groupes armés non étatiques qui menacent la stabilité du pays et de la sous-région. Ainsi, l'UE fournira des équipements de surveillance et des véhicules, ainsi qu'une formation tactique.

Bloomfield Investment maintient le pays dans la catégorie à risque faible

Selon le rapport Risque pays Côte d'Ivoire 2024, publié par l'agence de notation panafricaine Bloomfield Investment, le pays [se maintient](#) dans la catégorie de pays à risque faible, avec



un score de 6,5/10, contre 6,2 l'année précédente. Cet indicateur, qui prend en compte le climat des affaires, les performances macroéconomiques, la gestion des finances publiques, la solidité du système financier et le risque socio-politique attribue donc à la Côte d'Ivoire le statut d'environnement stable et attractif pour les investisseurs. Le rapport souligne entre autres la progression du pays dans sa lutte contre la corruption, ainsi que la résilience de l'économie ivoirienne, qui aurait enregistré une croissance de 7% en 2023.

L'aide internationale du Canada au pays se situe à plus de 60 M EUR en 2023

La première revue annuelle du programme de coopération Côte d'Ivoire-Canada [s'est tenue](#) le 29 avril 2024. D'après les chiffres communiqués par l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE), l'aide internationale du Canada à la Côte d'Ivoire est passée de 53,1 M CAD (36,1 M EUR) en 2021-2022 à 88,5 M CAD (60,1 M EUR) en 2022-2023, soit une augmentation d'environ 67% entre les deux périodes. Plusieurs initiatives ont contribué à cette hausse, telles que le renforcement du programme de coopération bilatérale dès 2021, l'engagement du Canada à contribuer au financement du Plan national de développement 2021-2025 à hauteur de 134 M CAD (91 M EUR) ou encore la signature, en avril 2023, d'un mémorandum d'entente relatif à la coopération au développement entre les deux pays.

Guinée

Ratification d'un accord de 300 M USD dans le domaine de l'énergie

Le 25 avril 2024, le Conseil national de transition (CNT) [a ratifié](#) la convention relative au développement du projet de gaz naturel liquéfié (GNL) et d'unités de production d'énergie électrique d'une capacité globale de 1800 MW entre la Guinée et West Africa Group

Lng (WALNG) et Helios Energy Infrastructure SCS. La convention prévoit notamment la construction par WALNG d'un réseau d'approvisionnement et de distribution de GNL en Guinée. Il permettra ainsi de répondre aux besoins énergétiques du pays et soutiendra en particulier la croissance du secteur minier.

Lancement officiel du système de suivi électronique des marchandises en transit

La plateforme pour le suivi électronique des marchandises en transit, "Smart Transit", a été officiellement [lancée](#) le 25 avril 2024 en Guinée. Cette plateforme s'inscrit dans les priorités des autorités guinéennes dans le cadre de la modernisation et de la sécurisation du système de collecte des recettes de l'État. Elle permettra en outre de renforcer la sécurité des cargaisons en transit et contribuera à réduire les coûts opérationnels, et améliorer ainsi la compétitivité du secteur logistique guinéen. Smart Transit est le fruit d'une collaboration entre les douanes et Webb Fontaine.

Mali

Accord au niveau des services du FMI pour un financement d'urgence de 120 M USD

Les autorités maliennes et les services du FMI [sont parvenus](#) à un accord pour un financement d'urgence au titre du guichet "chocs exogènes" de la Facilité de crédit rapide (FCR). Sous réserve d'approbation par l'équipe dirigeante et le Conseil d'administration du FMI, le Mali recevra environ 120 M USD, soit 0,6 % du PIB. L'aide financière du FMI soutiendrait la fourniture de nourriture et des transferts monétaires aux personnes confrontées à une insécurité alimentaire aiguë dans les régions du centre et du nord. Le financement couvrirait également des dépenses pour l'éducation, les abris, les articles non alimentaires et l'accès à l'eau potable, à la santé et aux installations sanitaires.



Les services du FMI ont également tenu des discussions sur les perspectives et les politiques économiques du Mali dans le cadre de la consultation au titre de l'article IV de 2024. La croissance économique malienne est estimée à 4,4% en 2023 et l'inflation a chuté à 2,1% cette même année. Toutefois, le coût des aliments est resté élevé et a contribué à l'augmentation de l'insécurité alimentaire. La croissance devrait ralentir à 3,8 % en 2024.

Mauritanie

Le chiffre d'affaires de la SNIM en hausse de 8% en 2023

Selon un [communiqué](#), le chiffre d'affaires de la Société Nationale Industrielle et Minière (Snim) a augmenté de 8% en 2023 pour s'établir à 1,4 Md USD, franchissant parallèlement pour la 1ère fois le seuil des 14 M tonnes de fer vendues annuellement. Toutefois, le résultat net a accusé une baisse de 6% pour se situer à 396 M USD en 2023, résultant d'une l'augmentation des charges liée principalement à la hausse des prix. Par ailleurs, la stratégie 2024-2045 de la SNIM vise à (i) augmenter sa capacité de production et à améliorer la valeur ajoutée, en intégrant la transformation du minerai en pelletes et acier DRI/HBI ; (ii) assurer sa compétitivité à travers un vaste programme de réduction des coûts de revient et (iii) diversifier le portefeuille d'activité. Pour rappel, la SNIM contribue à hauteur de 14% des recettes du budget, de 9% du PIB et de 37% des exportations du pays.

Signature de 3 protocoles d'accord dans le domaine de l'hydrogène vert

A l'initiative de l'Union européenne, une mission d'industriels européens comptant une vingtaine d'entreprises a été organisé en Mauritanie. A cette occasion, le ministre mauritanien chargé de l'Energie [a signé](#) trois protocoles d'accord avec des entreprises européennes dans le domaine de l'hydrogène vert. Les deux premiers

accords, signés avec les entreprises espagnoles Alcomia Quantum Hydrogen et Jabri portent respectivement sur un projet de production d'acier vert et un projet pilote de production d'hydrogène vert. Le troisième accord a été signé avec la société italienne Emax et porte sur des études de faisabilité pour la fabrication d'électrolyseurs en Mauritanie ; ce qui serait une première en Afrique.

Niger

Retour de l'Etat sur le marché des titres publics de l'UEMOA

Dans le cadre du retour sur le Marché des Titres Publics (MTP) de l'UEMOA de l'Etat du Niger, un chronogramme de règlement des sommes dues au titre de sa dette a fait l'objet d'une [note](#) destinée aux investisseurs. Ainsi, conformément au chronogramme, l'Etat nigérien [a procédé](#) le 26 avril 2024 à l'émission de bons et obligations du Trésor sur le MTP, au terme duquel il a pu lever 458 Mds FCFA (698,2 M EUR), alors qu'il recherchait 419,1 Mds FCFA (638,8 M EUR), soit un taux de souscription de 109,3%. Le montant levé a servi essentiellement au remboursement de la moitié des intérêts échus et à l'apurement du capital dû à la date du 28 avril 2024. Le reste des intérêts de retard devrait être payé au plus tard 30 jours après cette opération. Pour rappel, le Niger n'avait plus levé de ressources sur le marché financier régional depuis le coup d'Etat de juillet 2023.

Sénégal

La BNDE obtient un prêt de 70 M EUR de la DBSA

Le 26 avril dernier, la Banque Nationale pour le Développement Economique (BNDE) [a annoncé](#) la mobilisation d'une ligne de financement auprès de la Banque Sud-Africaine de Développement (DBSA) d'un montant de 70 M EUR. Ce financement permettra à la BNDE



d'accroître sa capacité de financement des projets structurants de l'économie sénégalaise à travers les prêts aux entreprises locales, notamment les PME et PMI. Cela entérine la dynamique positive récemment initiée par l'augmentation de capital de la banque, de 11 Mds FCFA (16,8 M EUR) à 52 Mds FCFA (79,3 M EUR) confirmant ainsi la volonté de l'Etat sénégalais (actionnaire à 80%) d'en consolider les actifs et la croissance.

Lancement officiel d'un projet pour la production de semences de riz pluvial

Le Ministère de l'Agriculture, de la souveraineté alimentaire et de l'élevage [a donné](#) le coup d'envoi du Projet d'appui à la production de semences certifiées de riz pluvial (2PSRP), le 27 avril dernier. Le projet, d'un coût global de 1,8 Mds FCFA (2,7 M EUR) sur 3 ans, s'inscrit dans le cadre du partenariat avec l'Agence japonaise de la coopération internationale (JICA). Il a pour objectif d'accompagner les producteurs de semences certifiées de riz pluvial ainsi que tous les autres acteurs de la chaîne de valeur à travers des formations et des dotations en équipements. Le programme devrait permettre d'impacter près de 1 500 agriculteurs. Ce projet revêt une importance particulière dans un pays qui ambitionne l'autosuffisance alimentaire et dont 60% des besoins en riz sont toujours importés.

Togo

Visite d'une délégation du CWEIC

Le 24 avril 2024, une délégation du [Conseil des entreprises et des investissements du Commonwealth \(CWEIC\)](#) a rencontré des membres du gouvernement togolais, 2 ans après l'intégration du Togo au Commonwealth. La réunion, dirigée par le Premier ministre togolais, a permis d'évoquer les [possibilités d'investissement](#) de l'organisation dans les secteurs de l'énergie, de la santé, du tourisme, et du digital au Togo. Le CWEIC dispose d'un mandat des chefs des gouvernements des pays de l'organisation pour favoriser les échanges commerciaux entre les pays membres.

La Direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional d'Abidjan

Rédaction : Service économique régional d'Abidjan, services économiques de Dakar, Lomé et Niamey, antennes de Conakry, Cotonou et Nouakchott

Abonnez-vous : abidjan@dgtresor.gouv.fr & suivez notre page [LinkedIn](#)